

# ABC Conjoncture

Agriculture et Agroalimentaire  
de Bretagne en Clair

1<sup>er</sup> trimestre 2023

Chambres d'agriculture de Bretagne  
Service Économie - Emploi  
economie@bretagne.chambagri.fr



Coordination par Nathalie Le Drézen  
Fin de rédaction le 2 juin 2023  
economie@bretagne.chambagri.fr

- 1 Lait**  
La Bretagne manque de lait
- 2 Viande bovine**  
Les importations compensent la baisse de production
- 3 Porc**  
Léger dégonflement des cours
- 4 Volaille**  
La grippe aviaire toujours et encore
- 5 Œufs**  
Un marché toujours sous tension
- 6 Légumes frais et destinés à la transformation**  
Une chute des volumes de choux-fleurs
- 7 Emploi**  
Fortes tensions sur le marché du travail agricole
- 8 Industries agroalimentaires**  
Entre le marteau et l'enclume
- 9 Exportations**  
Les limites de la résistance ?
- 10 Consommation - Distribution**  
Inflation : vers une baisse à marche forcée ?

Avec la participation financière de :



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION  
Liberté  
Égalité  
Fraternité



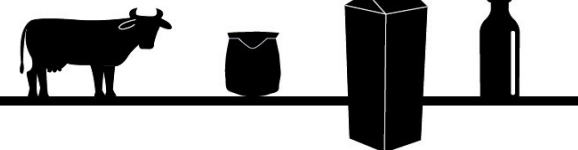
**En complément : graphiques en lien avec l'alimentation animale**

**Définition de certains indicateurs utilisés en alimentation animale**

# La Bretagne manque de lait

## 1 Lait

Chambres d'agriculture de Bretagne. 1<sup>er</sup> trimestre 2023  
Fin de rédaction 25 mai 2023. olivier.carvin@bretagne.chambagri.fr



**Déjà à l'œuvre depuis 2019, la décapitalisation s'accroît et rien n'indique que la tendance s'inversera prochainement. Au contraire, le prix de vente, favorable fin 2022, amorce une diminution tandis que les charges se stabilisent. Conséquence de la crise, le lait bio est aussi touché par une baisse de production.**

Depuis le début de l'année, la Bretagne connaît une baisse de sa collecte par rapport à 2022, ainsi que par rapport à la moyenne 2017-2021. En cumul sur le 1<sup>er</sup> trimestre, la collecte bretonne est en repli de 2,8 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. La baisse de collecte est plus prononcée en Bretagne que sur l'ensemble du pays (-1,8 %/2022). Cela s'explique par une réduction du cheptel breton qui est aussi plus marquée. Au 1<sup>er</sup> avril, le cheptel laitier est en recul de 2,7 %/2022 contre 2,4 % en France. Cette diminution du cheptel laitier est d'ordre structurel et est à l'œuvre depuis 2019. Toutefois, en ce début d'année elle est accentuée par le

fait qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2022 les éleveurs bretons ont maintenu leur cheptel afin de profiter de la hausse du prix du lait.

En cumul sur le 1<sup>er</sup> trimestre, par rapport à la moyenne 2017-21, c'est dans le Finistère que la collecte est la plus touchée (-7,8 %) suivi par le Morbihan (-6,0 %). Elle résiste mieux dans les Côtes d'Armor (-2,1 %) et en Ille-et-Vilaine (-2,6 %). Cependant, dans ce département, le phénomène est plus récent : la baisse de collecte est de -5,8 %/2022 sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre.

Les sondages hebdomadaires indiquent une baisse de la collecte allant de 4 % à 5 %/2022 en avril et mai sur l'ensemble de la région. Le recul du nombre de points de collecte serait du même niveau. Ainsi, la baisse du nombre d'exploitations n'est plus compensée par une hausse de leur production.

### Des prix moins favorables

Après une hausse ininterrompue depuis mi-2021, le prix réel payé au producteur breton diminue ce trimestre. En mars 2023, il est de 485 €/1 000 litres soit 3,4 % inférieur au prix de janvier 2023. Cependant, il est 16 % supérieur au prix de mars 2022. Le prix du lait aurait baissé au même rythme en avril et mai, ce qui placerait le prix réel payé aux producteurs à 450-460 € les 1 000 litres, soit une hausse annuelle inférieure à 5 %. Du côté des charges, même si on observe une stabilisation depuis six mois, la hausse annuelle de l'indice Ipampa atteint 4,7 % en mars. La marge de l'atelier lait se réduit donc depuis le début de l'année.

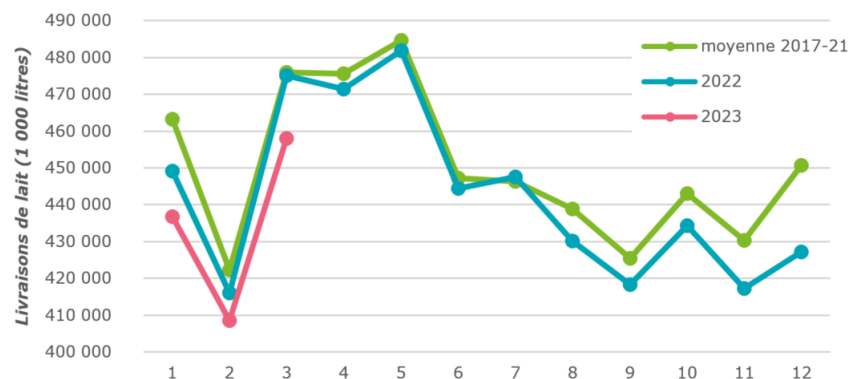
Après avoir été en chute libre de l'été 2022 à janvier 2023, les cours européens du beurre et des poudres de lait se sont stabilisés depuis début février. La collecte européenne, en hausse annuelle durant tout l'hiver, s'équilibre depuis mars et les prévisions annoncent une orientation à la baisse pour le

2<sup>nd</sup> semestre. En revanche, les exportations européennes restent dynamiques malgré le retrait chinois (en volume en janvier : +22 %/2022 pour le beurre, +16 % pour la poudre de lait écrémé). L'ensemble de ces éléments présage une stabilisation du prix du lait payé aux producteurs bretons à partir du début de l'été.

### Le lait bio n'est pas épargné

Conséquence de la crise, la collecte du lait bio en Bretagne chute. Sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre, la diminution est de 4,4 %/2022, un record depuis 2015. Cette baisse est bien plus prononcée en Bretagne que dans le reste du pays (-1,0 %). Une grande partie des laiteries refusent les conversions hors installations et reprises, ce qui enraye la croissance du nombre de points de collecte : ils sont 858 en Bretagne en mars 2023, soit le même nombre qu'en mars 2022. Le nombre de producteurs devrait être à la baisse pour les mois à venir.

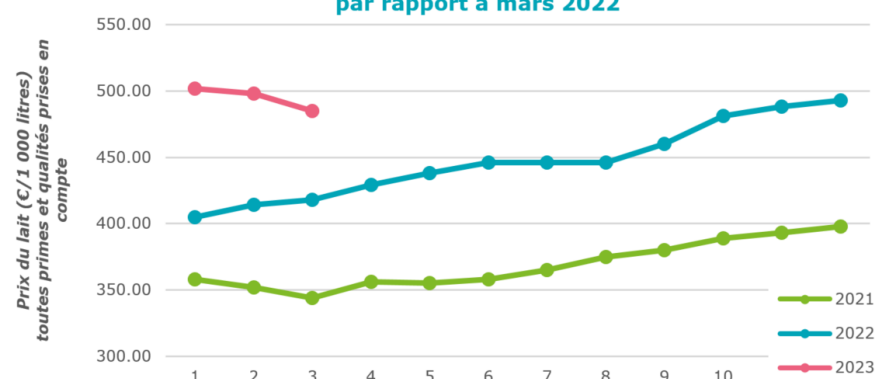
### Un décrochage de la collecte à partir de l'été 2022



Chambres d'agriculture de Bretagne

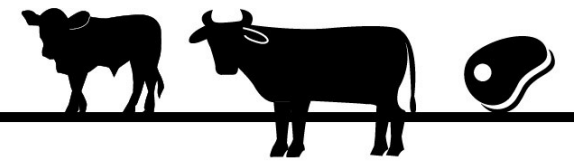
Source : FranceAgriMer, Enquête mensuelle laitière au 25/05/2023

### Un prix du lait en hausse de 16 % en mars 2023 par rapport à mars 2022



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : FranceAgriMer, Enquête mensuelle laitière au 25/05/2023



## Les importations compensent la baisse de production

## 2 Viande bovine

Chambres d'agriculture de Bretagne. 1<sup>er</sup> trimestre 2023  
Fin de rédaction 25 mai 2023. arnaud.haye@bretagne.chambagri.fr

**Alors que la production française de viande bovine est installée dans une spirale baissière bien établie, la consommation française demeure solide malgré l'inflation. Cela fait le jeu des importations. Un schéma qui pourrait s'amplifier si le souhait de certaines institutions d'accroître la baisse des cheptels français devait se concrétiser.**

La production bretonne de viande bovine poursuit son repli. Sur les quatre premiers mois de 2023, 190 000 gros bovins bretons ont pris le chemin de l'abattoir, soit 2,4 % de moins que pendant la même période en 2022. L'évolution est identique au niveau national puisque les abattages reculent de 1,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

### Un déclin parti pour durer

Cette tendance va perdurer puisque la décapitalisation des cheptels allaitants et laitiers se poursuit. La Bretagne a perdu

plus de 20 000 vaches laitières en un an et 4 000 vaches allaitantes. L'EdE du Grand Ouest en recense respectivement 703 000 et 96 000 en avril. La tendance est identique au niveau français. Les dernières données SPIE-BDNI montrent d'ailleurs que les naissances de veaux de mère allaitante chutent de 7,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et de 3,9 % sur la même période pour les veaux de mère laitière.

Cette raréfaction de l'offre, que l'on retrouve actuellement dans nombre de pays européens, se traduit par des prix toujours très fermes pour l'ensemble des bovins. Ces derniers mois ont vu peu de changement en la matière, hormis les cotations des vaches de réforme laitières qui montrent des signes de faiblesse relative. La vache laitière P= s'échangeait à 4,61 €/kg de carcasse mi-mai contre 4,82 €/kg de carcasse mi-mars. Ce léger retrait s'explique par la pression des importations. Les marchés européens restent cependant toujours très bien orientés, la baisse devrait rester mesurée.

### Une consommation solide

Ces bons prix de vente se répercutent sur les prix à la consommation. L'inflation des produits de viande bovine atteint 10,7 % en mars 2023 par rapport à mars 2022. Un chiffre inférieur à celui de l'ensemble des produits alimentaires qui s'établit lui à 15,7 %. Malgré cela, les Français continuent d'acheter du bœuf pour l'instant, puisque la consommation de viande bovine calculée par bilan augmente de 4 % sur les deux premiers mois de 2023 par rapport à la même période de 2022.

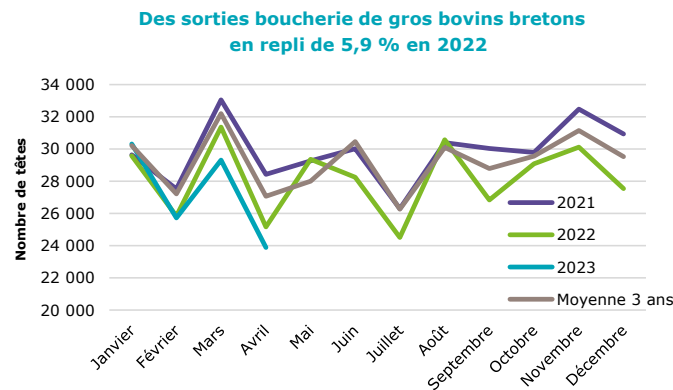
Le différentiel entre la hausse de la consommation et la baisse de la production nationale est comblé logiquement par le commerce extérieur. Sur janvier et février, les importations françaises de viande bovine s'accroissent de 15 % par rapport aux mêmes mois de 2022 alors que les exportations se contractent de 14 %.

Un récent rapport de la Cour des comptes appelle à la nécessité de réduire

fortement le cheptel bovin français. La conjoncture de ces derniers mois montre que cela pourrait conduire à une hausse des importations. Jusqu'à présent, les Français ne montrent en effet pas de signe de vouloir réduire drastiquement leur consommation de bœuf.

### Situation inchangée en veau de boucherie

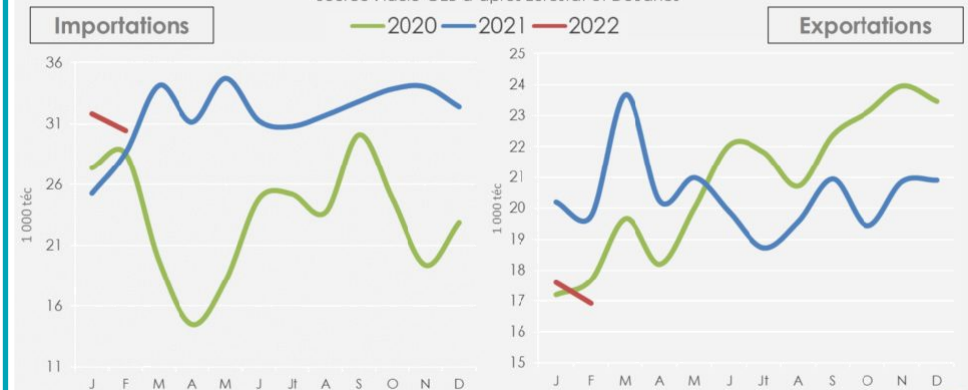
Les mois se suivent et se ressemblent en veau de boucherie. Les mises en place sont toujours très prudentes. Les sorties boucherie sont en repli de 6,4 % en Bretagne sur les quatre premiers mois de 2023 par rapport à la même période en 2022. Cette réduction de l'offre permet de garder des cotations bien orientées : le veau rosé clair O atteint 7,33 €/kg de carcasse début mai soit 7 % au-dessus des cours de mai 2022. Au niveau des charges, le prix de l'aliment s'est assagi mais celui des veaux nourrissons grimpe, chute des naissances oblige.



Chambres d'agriculture de Bretagne Source : Infocentre des EdE du Grand Ouest au 26/02/23

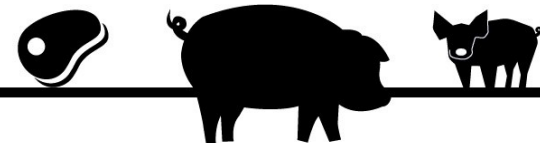
## Commerce extérieur français de viande bovine

Source : Idelle-GEB d'après Eurostat et Douanes



## Léger dégonflement des cours

### 3 Porc



Chambres d'agriculture de Bretagne. 1<sup>er</sup> trimestre 2023  
Fin de rédaction 25 mai 2023. arnaud.haye@bretagne.chambagri.fr

**Alors que les abattages se contractent fortement partout en Europe, le ralentissement de la consommation et les difficultés à l'exportation empêchent les cours de s'envoler davantage. La rentabilité des élevages reste cependant bonne d'autant que les cours de l'aliment devraient refluer ces prochains mois.**

La production porcine continue de se contracter sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Les abattages bretons se replient ainsi de 5,0 % sur cette période par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Pour rappel, ceux-ci avait déjà baissé de 3,0 % en 2022.

Au niveau européen, le déclin est encore plus prononcé. Sur les deux premiers mois de l'année, les abattages chutent de 8 % dans l'ensemble de l'Union européenne. L'Allemagne continue sa glissade avec -9,5 % sur cette période et plus surprenant encore, les abattages espagnols subissent un recul de 8,8 % !

### Une consommation variable selon les pays

Cette contraction des volumes permet de conserver des prix de marché à des niveaux historiques. La cotation au marché du porc de Plérin a atteint un record absolu de 2,382 €/kg de carcasse fin mars. Les cours se sont légèrement dégonflés depuis en descendant à 2,15 €/kg de carcasse fin mai, mais ces niveaux sont toujours exceptionnels et devraient rester soutenus tant la production patine à l'échelle européenne.

Du côté de la demande, les consommateurs européens réagissent en ordre dispersé face à la forte inflation alimentaire. En France, la consommation globale de viande porcine calculée par bilan régresse de 3,5 % sur les deux premiers mois de 2023 par rapport aux deux premiers mois de 2022. Cette chute est plus prononcée dans des pays comme l'Allemagne. Ce recul de la de-

mande explique en partie le retournement des marchés.

### La force de rappel du commerce international

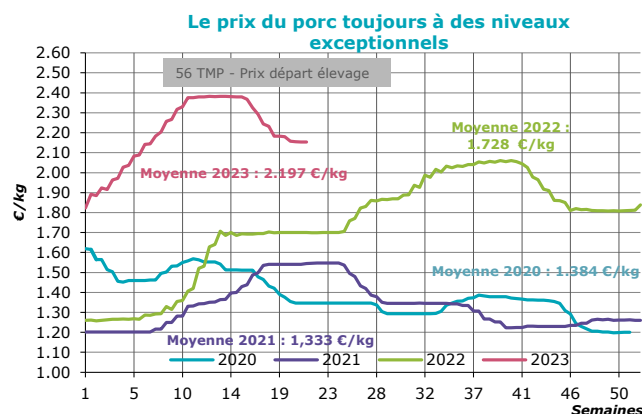
L'autre cause se trouve au niveau du commerce international. Les pays de l'Union européenne, en première ligne desquels on retrouve l'Espagne, ont du mal à exporter leurs produits vers les pays tiers. Les prix européens sont en effet nettement supérieurs à ceux des compétiteurs états-uniens et brésiliens. L'Union européenne voit ainsi ses exportations baisser de 13,8 % sur les deux premiers mois de 2023 par rapport à la même période de 2022.

Les débouchés asiatiques sont particulièrement pénalisés. Les cours du porc semblent cependant repartir à la hausse aux Etats-Unis grâce à une meilleure demande locale. Le marché européen se retrouve donc dans un

équilibre relatif, offre et demande se contractant au même rythme.

Côté intrant, le coût de l'aliment commence à baisser depuis février. D'après l'Ifip, l'aliment porc charcutier a atteint un sommet en décembre à 395 €/tonne. Il reflue légèrement depuis février et s'établit à 387 €/tonne en mars.

Cette tendance devrait se poursuivre ces prochains mois. Le marché des céréales est en effet très fortement baissier, le blé étant descendu à son plus bas niveau depuis deux ans à 221 € la tonne pour une livraison en septembre. La rentabilité des élevages bretons devrait donc demeurer bonne, reste à savoir si cela sera suffisant pour stabiliser la production. Le recensement européen des truies montre que leur nombre continue de baisser. A court terme la production européenne devrait donc continuer de décliner.



Chambres d'agriculture de Bretagne

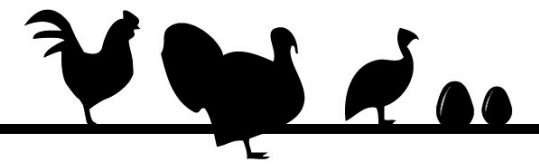
Source : Marché du Porc Breton au 25/05/2023

### Prix moyen hebdomadaire du porc dans l'UE, au Brésil, aux Etats-Unis et au Canada (€/kg de carcasse)



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : Commission européenne



## 4 Volaille

### La grippe aviaire toujours et encore

**Bien que la Bretagne soit relativement épargnée par la grippe aviaire, ses abattages régressent au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, particulièrement en canard. Les importations viennent compenser les pertes de production poussant le solde commercial français toujours plus dans le rouge.**

A l'approche de l'été, le secteur avicole pensait en avoir temporairement fini avec une grippe aviaire qui met à mal le secteur depuis plus d'un an. C'est sans compter sur l'imprévisibilité du virus qui s'attaque aux canards du sud-ouest de la France depuis début mai. Le bilan sur la production nationale est pourtant déjà bien lourd. Les abattages toutes volailles confondues chutent de 11,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Les canards en font particulièrement les frais puisque leurs abattages dégringolent de 51 % sur cette période.

### La Bretagne relativement préservée

La Bretagne est de nouveau relativement épargnée par cette épidémie cette année ce qui lui permet de limiter la casse : ses abattages régressent malgré tout de 4 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Le canard est l'espèce la plus touchée : ses abattages chutent de 30 % sur la même période. Les acteurs du secteur croisent les doigts pour que la vaccination qui devrait se déployer l'automne prochain limite les dégâts.

La preuve de l'ampleur de cette crise est que le poulet voit aussi sa production reculer en Bretagne (-2,0 % sur cette période). Enfin la dinde connaît une évolution médiane entre le poulet et le canard : les abattages bretons se contractent de 6,4 %. Sa production annuelle est en passe de tomber sous la barre symbolique des 100 000 tonnes. Les 345 000 tonnes produites

en 2000 semblent bien loin !

### Importations plein pot

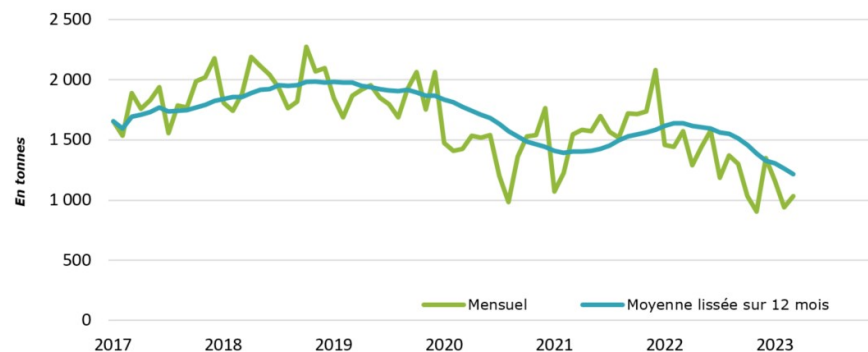
La consommation globale de viandes de volaille calculée par bilan se replie de 1,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Sans surprise, le canard est en fort recul de 24,6 % alors que le poulet connaît une légère croissance de 2,0 %. Les importations sont venues combler massivement les pertes de production française. Les exportations françaises de viande de volaille régressent de 24 % en volume au 1<sup>er</sup> trimestre alors que les importations croissent de 9 % en volume. Sur les 12 derniers mois, le solde commercial français est déficitaire de 426 000 tec. Les volumes importés proviennent des Pays-Bas, de Belgique et de Pologne. Il est cependant probable qu'une partie de la viande importée du Bénélux provienne en réalité de pays tiers tels que le Brésil. Les abattages aux Pays Bas et Bel-

gique sont en effet en baisse. En revanche, la Pologne reprend sa marche en avant et les douanes enregistrent un afflux de viande en provenance d'Ukraine qui a délogé la Thaïlande sur la troisième marche du podium des fournisseurs de l'UE.

Le Brésil trône en tête de ce classement et a accru ses expéditions vers l'UE de 28 % en 2022 par rapport à 2021. Jusqu'ici épargné par la grippe aviaire, le leader mondial de la volaille a tout récemment détecté des cas dans la faune sauvage. Peut-être un grain de sable dans l'engrenage du géant sud-américain ?

Pour finir, notons que l'indice Itavi qui mesure le coût de l'aliment a reflué de 18 % en avril par rapport au sommet atteint en mai 2022. Ce qui fait dire au leader français LDC qu'il est prêt à baisser ses prix de vente afin de stimuler la consommation domestique.

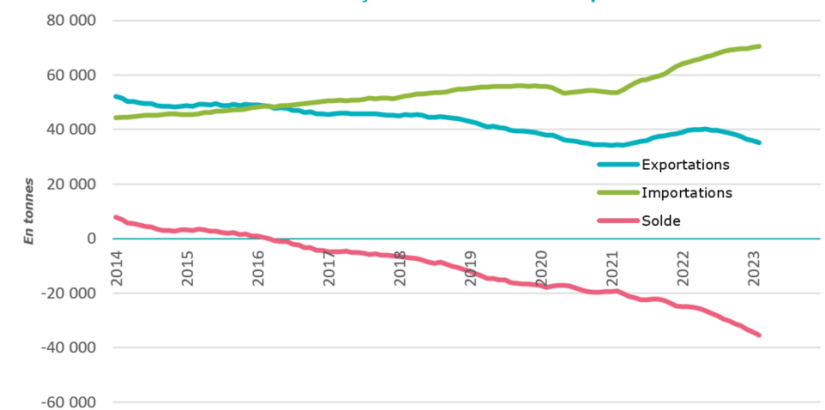
Les abattages bretons de canards chutent de 30 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022



Chambres d'agriculture de Bretagne

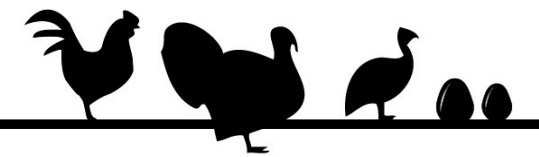
Source : Agreste - DRAAF Bretagne, enquête auprès des abattoirs au 25/05/2023

Le solde commercial français de viande de volaille poursuit son déclin



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : Agreste au 26/05/2023



## Un marché toujours sous tension

**Même si les cotations des œufs sont sur une tendance baissière au 2<sup>e</sup> trimestre, le marché reste tendu. L'offre est en recul alors que la demande est toujours dynamique en cette période de budget serré pour le consommateur.**

### Un marché toujours déséquilibré

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, la cotation TNO des œufs brun en code 3 (53-63 g) atteint 15,20 €/100 œufs, en hausse de 60 %/1<sup>er</sup> trimestre 2022. En début de 2<sup>e</sup> trimestre, le marché est plus calme, les cotations sont sur une tendance baissière mais restent à un niveau élevé, avec une moyenne de 15,49 €/100 œufs sur les trois semaines en mai. La cotation des œufs destinés à l'industrie atteint aussi des sommets, avec une croissance de 90 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023/1<sup>er</sup> trimestre 2022 pour atteindre une moyenne de 2,44 €/kg. Au début du 2<sup>e</sup> trimestre, le prix est en recul mais reste supérieur de 25 %

sur un an.

En début d'année la demande reste soutenue, mais l'offre manque notamment en cage et sol. Puis avec le développement de la grippe aviaire en Côtes d'Armor, 1<sup>er</sup> département français de production d'œufs, l'approvisionnement se complique alors que la demande reste forte. Ailleurs, que ce soit dans l'UE ou Outre-Atlantique, les prix sont aussi élevés. En mars, l'offre reste limitée, et les acheteurs sont prudents : des industriels cessent la fabrication de certains produits en raison des prix des matières premières, alors que la restauration commerciale ralentit ses commandes. En avril, la demande française reste soutenue. Les importations des industriels français en provenance de Belgique, d'Espagne et de Pologne se renforcent. Dans ces pays les prix baissent en lien avec une reprise de l'offre.

La reprise de la grippe aviaire dans le sud-ouest au mois de mai maintient la tension sur le marché.

### L'œuf bio dans l'incertitude

Selon Iri, les achats des ménages sont supérieurs de 4,4 % en mars 2023/mars 2022. Le plein-air reste le moteur du rayon œufs avec +24 %. Les œufs sol et cage reculent de 8,1 %, alors que les œufs bios ne reculent « que » de 3,5 %. Après l'épisode de grippe aviaire de l'an dernier, la production bio redémarre en Vendée courant avril, alors que la demande en œufs bios est moins dynamique. En mai, l'offre reste supérieure à la demande. En cette période d'inflation, le consommateur opère une descente en gamme et se détourne des œufs bios.

### La France redevient déficitaire

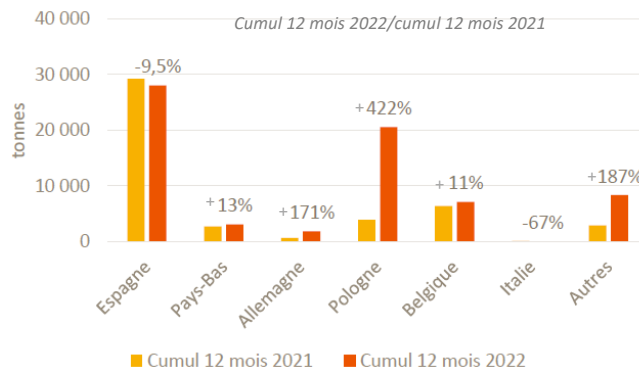
Le manque d'offre a été compensé par une croissance des importations. Les achats de l'UE progressent de 35 % en 2022/2021. La décision de l'UE d'accorder une franchise de droits de douane à certains produits ukrainiens, dont les œufs, permet à l'Ukraine de devenir le

1<sup>er</sup> fournisseur de l'UE. Les volumes expédiés sont multipliés par 2,9 sur l'année 2022. En janvier 2023, les importations sont doubles de celles de janvier 2022. L'Ukraine représente 46 % des importations de l'UE. En janvier 2023, elles s'élèvent à 2 073 tonnes en 2023, contre 191 tonnes un an plus tôt.

Les importations françaises d'œufs coquille, destinés surtout à la transformation, progressent de 51 % en 2022/2021. La Pologne est devenue le 1<sup>er</sup> fournisseur depuis octobre 2022. La croissance des importations d'ovoproduits est plus limitée (+19 %). Les exportations reculant, le taux d'autoapprovisionnement français passe à 96,5 % en 2022 contre 103,6 % en 2021.

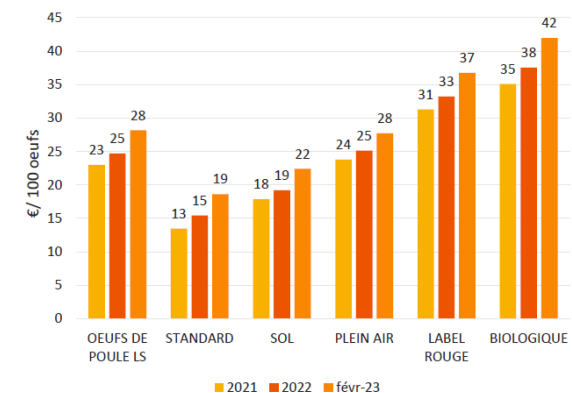
Selon le CNPO, la production française d'œufs devrait progresser de 5 % en 2023. Cependant selon l'Itavi, cette hausse ne permettra pas de retrouver le niveau de 2021.

Les importations françaises d'œufs coquille progressent de 51 % en 2022/2021



Source: ITAVI d'après douanes françaises

Les prix des œufs en GMS se renchérissent



Source : Itavi d'après IRI

## Une chute des volumes de choux-fleurs

**Le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 est marqué par une baisse des volumes en chou-fleur et en tomates alors que les températures fraîches n'encouragent pas la consommation de produits de saison. Les surfaces prévisionnelles nationales de légumes pour la transformation sont attendues en hausse.**

### Chou-fleur : un bon niveau de prix mais des volumes en recul

Selon Agreste, au 1<sup>er</sup> mai 2023, les surfaces nationales chutent de 19 % sur un an, avec une baisse comparable dans l'ouest (-20 %). La production bretonne de janvier à avril s'élève à 49,3 millions de têtes en recul de 9 % par rapport à la même période 2022 et de 10 % par rapport à la moyenne sur cinq ans. La baisse des volumes est très marquée en février (-45 %), suivie d'un rebond de la production en mars et surtout en avril grâce à une météo douce et humide. Le prix a atteint des

6

## Légumes frais et destinés à la transformation

Chambres d'agriculture de Bretagne. 1<sup>er</sup> trimestre 2023  
Fin de rédaction 31 mai 2023. nathalie.ledrezen@bretagne.chambagri.fr

niveaux records en janvier et février avant de reculer en mars et avril, tout en restant à un niveau nettement supérieur aux années précédentes. La demande à l'exportation a été dynamique, la sécheresse a nettement pénalisé les récoltes des pays du sud.

### Un démarrage encore plus tardif en tomates cette année

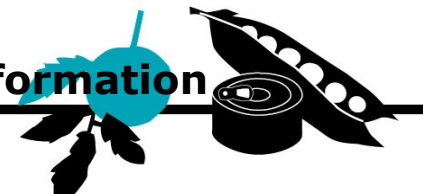
La campagne démarre doucement avec des apports bretons en février et mars 2023 inférieurs de 16 % à ceux des mêmes mois 2022 et de 24 % à la moyenne quinquennale. Malgré ce recul, les prix sont inférieurs à ceux de début 2022 en raison d'une consommation peu dynamique. Le recul des apports est fortement lié au manque de lumière naturelle principalement au mois de mars. La campagne est décalée d'au moins 15 jours. Depuis fin avril les températures inférieures aux moyennes saisonnières sont moins favorables à la consommation de tomates, alors que l'offre nationale aug-

mente. La filière est en alerte, le virus ToBRFV ayant été détecté dans plusieurs pays européens.

Depuis 2019, les produits sous serres chauffées ne peuvent être commercialisés entre le 21 décembre et le 1<sup>er</sup> mai sous le label AB. Lors d'une audience du Conseil d'Etat, le rapporteur public a estimé que l'Inao était allée trop loin dans l'interprétation du règlement européen sur la bio. La décision sera rendue dans quelques semaines.

### Une hausse des surfaces prévues en légumes pour la transformation

Pour les OP adhérentes au Cénaldi, les surfaces prévisionnelles pour 2023 atteignent 67 165 ha, en hausse de 4,3 % par rapport aux surfaces semées en 2022 mais au niveau de la moyenne 2018-2022. Les volumes attendus s'élèvent à 820 442 tonnes, en hausse de 10 % par rapport à la production de 2022 et de 1,6 % par rapport à la moyenne 2018-2022. Les principaux

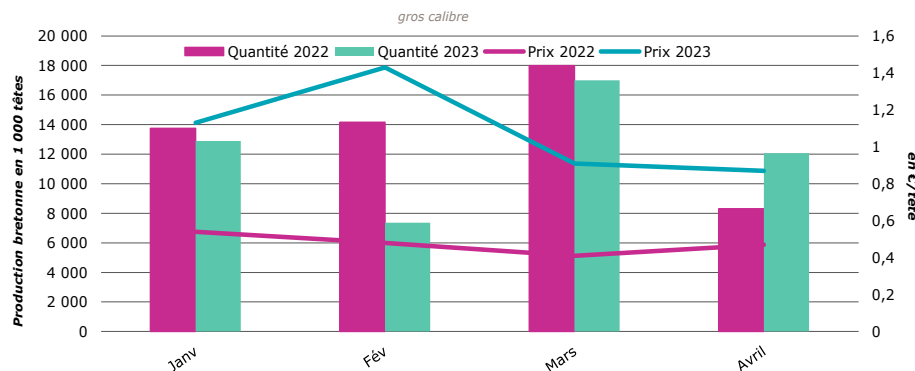


légumes sont le pois et le haricot avec respectivement 46 % et 37 % des surfaces. Les surfaces sont attendues aussi en hausse dans le Grand-Ouest, avec +2 % en pois (+4 % au niveau national) et +7 % en haricots. La baisse des surfaces en épinards atteindrait 9 % au niveau national et concernerait aussi le Grand-Ouest.

Les surfaces en bio représentent 5 % des surfaces totales, en recul de 0,4 point par rapport aux surfaces semées en 2022. un recul qui s'explique par les difficultés de marché pour les légumes bio. Les surfaces en bio représentent 5,3 % des surfaces en haricots et 5,6 % des surfaces en pois.

Selon l'Unilet, le marché des légumes en conserve a retrouvé des couleurs en 2022 avec +2,5 % en volume et +7 % en valeur par rapport à 2021. A l'inverse, le marché des légumes surgelés recule de 7 % en volume et de 4 % en valeur.

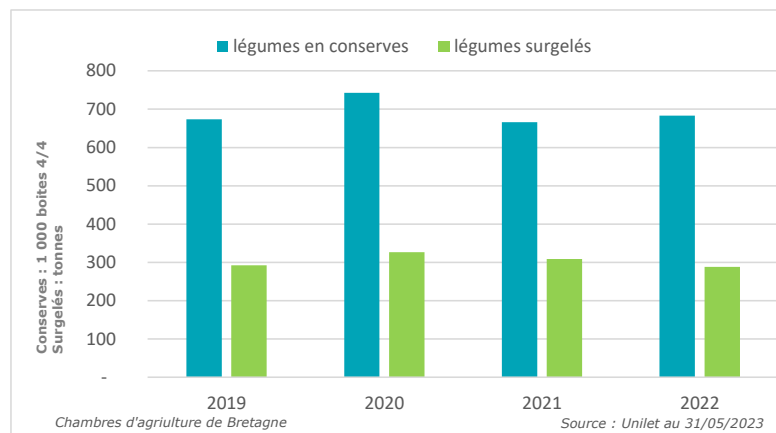
Un recul des apports bretons de chou-fleur



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : DRAAF Bretagne - SRISE - RNM au 31/05/2023

Une année 2022 favorable à la consommation de légumes en conserves



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : Unilet au 31/05/2023

# Fortes tensions sur le marché du travail agricole

## 7 Emploi

Chambres d'agriculture de Bretagne. 1<sup>er</sup> trimestre 2023  
Fin de rédaction le 25 mai 2023. anne.bertagnolio@bretagne.chambagri.fr



**En Bretagne, 1 910 offres d'emploi pour des postes de salariés agricoles ont été déposées sur le site des ANEFA en 2022. Mais face à ces besoins, les difficultés pour trouver des salariés n'ont jamais été aussi fortes.**

Les bourses de l'emploi gérées par les ANEFA permettent aux employeurs agricoles de déposer leurs offres d'emploi salarié sur le site [www.lagriculture-recrute.org](http://www.lagriculture-recrute.org). En 2022, 1 910 offres y ont été déposées sur la Bretagne. Ces offres représentent 3 172 postes, une même offre pouvant correspondre à plusieurs postes.

### Les cultures légumières en tête des offres d'emploi

Avec 28 %, ce sont les cultures légumières (légumes de plein champ, légumes sous serre, maraîchage) qui enregistrent le plus d'offres. Et ce sec-

teur cumule près de la moitié des postes (47 %), la main d'œuvre nécessaire étant importante au moment des récoltes. En légumes, les postes les plus proposés sont ceux d'agent serriériste (193 offres pour 649 postes) et d'agent de cultures légumières (155 offres pour 357 postes).

Les deuxième et troisième secteurs en termes d'offres d'emploi sont respectivement l'élevage laitier, avec 433 offres en 2022, et l'élevage porcin, avec 339 offres. Dans ces secteurs, ce sont les postes d'agent d'élevage qui sont les plus recherchés : 329 offres en lait et 244 offres en porc.

### 49 % d'offres en CDI

Globalement, près de la moitié des offres concernent des emplois en CDI (938). Pour 56 %, les emplois proposés sont durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois) ; pour 34 %, il s'agit d'emplois temporaires (contrats de 1 à 6 mois).

### Des difficultés de recrutement très préoccupantes

Comme beaucoup de secteurs d'activité, l'agriculture est confrontée à des problèmes de recrutement qui s'accroissent. La part des projets d'embauches pour lesquelles les employeurs anticipent des difficultés pour trouver des candidats est en forte progression. Cette part tourne autour des 70 % ces deux dernières années, alors qu'elle était de l'ordre de 35 % il y a une dizaine d'années.

Cette situation s'explique notamment par la progression globale de l'emploi salarié breton (+0,7 % entre les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2022 et +5,1 % sur trois ans entre les 3<sup>es</sup> trimestres 2019 et 2022), ainsi que par un taux de chômage qui est au plus bas en Bretagne (5,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2022, soit -0,1 point par rapport au trimestre précédent et -1 point sur trois ans).

La Dares et Pôle emploi ont élaboré des indicateurs pour mieux comprendre l'origine des difficultés de recrutement. Pour les emplois agricoles, les principaux facteurs sont l'inadéquation géographique (inadéquation entre la localisation des postes proposés et celle de la main d'œuvre disponible), l'intensité d'embauches (plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui peut jouer sur les difficultés de recrutement) et les contraintes liées aux conditions de travail.

Les activités agricoles qui cumulent les niveaux les plus élevés en termes de difficultés de recrutement (liées aux facteurs précédemment cités et/ou aux autres que sont la non-durabilité de l'emploi, le manque de main d'œuvre disponible et le lien entre spécialité de formation et métier) sont l'élevage porcin, l'élevage bovin ou équin, la polyculture élevage, ainsi que la conduite d'engins agricoles et forestiers.

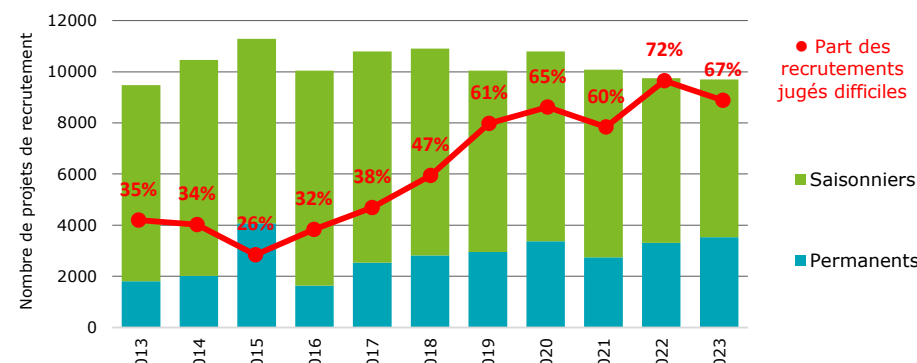
Nombre d'offres d'emploi et de postes collectés en 2022 en Bretagne

Secteurs de production	Offres d'emploi		Postes	
	Nb	%	Nb	%
Cultures légumières	529	28%	1 495	47%
Élevage bovin lait	433	23%	466	15%
Élevage porcin	339	18%	363	11%
Polyculture élevage	170	9%	204	6%
Machinisme	116	6%	144	5%
Horticulture, pépinière et arboriculture	110	6%	217	7%
Aviculture	77	4%	104	3%
Paysage, forêt et espaces verts	48	3%	54	2%
Divers	88	5%	125	4%
<b>Total</b>	<b>1 910</b>	<b>100%</b>	<b>3 172</b>	<b>100%</b>

Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : [www.lagriculture-recrute.org](http://www.lagriculture-recrute.org), ANEFA Bretagne

Projets de recrutement en agriculture en Bretagne par type de poste et part des recrutements jugés difficiles



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : Pôle emploi, enquête BMO





## Entre le marteau et l'enclume

# 8 Industries agroalimentaires (IAA)

Chambres d'agriculture de Bretagne. 1<sup>er</sup> trimestre 2023  
 Fin de rédaction 2 juin 2023. delphine.scheck@bretagne.chambagri.fr

**Les industries agroalimentaires sont prises en étau. D'un côté, malgré des cours mondiaux en baisse sur le marché spot, les entreprises continuent de subir les prix élevés négociés en 2022 pour leur approvisionnement. De l'autre côté, elles sont acculées à renégocier à la baisse leur tarif de vente pour ménager le pouvoir d'achat du consommateur. En parallèle, un recul d'activité semble s'installer.**

ENFIN ! Enfin, les prix des matières premières industrielles sont en baisse. Matières premières agricoles, énergie, emballages : les cours mondiaux refluent après les niveaux historiquement élevés de 2022. Pour autant, cette tendance ne se répercute pas immédiatement sur les prix au consommateur.

### Le respect des contrats passés

D'une part, les entreprises agroalimen-

taires assurent leur approvisionnement des matières premières en concluant des contrats sur plusieurs mois. Certains accords en cours au premier semestre 2023 ont été réalisés à une période où les prix étaient encore très hauts, pour le gaz notamment. Le repli des cours ne sera donc une réalité pour les entreprises qu'à partir de leurs futurs contrats.

D'autre part, les négociations commerciales annuelles entre industriels et distributeurs, finalisées fin février 2023, déterminent les prix pour l'année. La réouverture de ces négociations a été fortement réclamée, tant par les distributeurs que par le Gouvernement. Mais là encore, le temps de la négociation n'est pas immédiat et le résultat concret dans les rayons peut prendre quelques semaines.

Pour autant, la démarche est engagée. En mai, l'augmentation des prix des produits alimentaires sur un an est de 14,1 %, selon les chiffres provisoires

de l'Insee. Cela constitue un ralentissement sensible de la hausse après +15 % en avril.

### La filière laitière décroche

Sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2023, le chiffre d'affaires des IAA nationales progresse toujours (+1,9 % comparé au dernier trimestre 2022), mais de manière plus limitée qu'au trimestre précédent (+3 % entre le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> trimestre 2022). Le mois de mars amorce un léger décrochage de -0,6 % par rapport à février. La baisse d'activité observée dans les entreprises en mars (-0,4 % sur un mois) et avril (-0,3 % sur un mois) pourrait renforcer cette tendance.

En effet, la production des industries agroalimentaires françaises est en recul, notamment dans le secteur des produits laitiers. Cette filière grande consommatrice d'énergie subit les contrats négociés en 2022 pour l'année 2023. Le renchérissement des prix de

vente lié au prix de l'énergie engendre un repli de la demande. Ce dernier pèse sur la production.

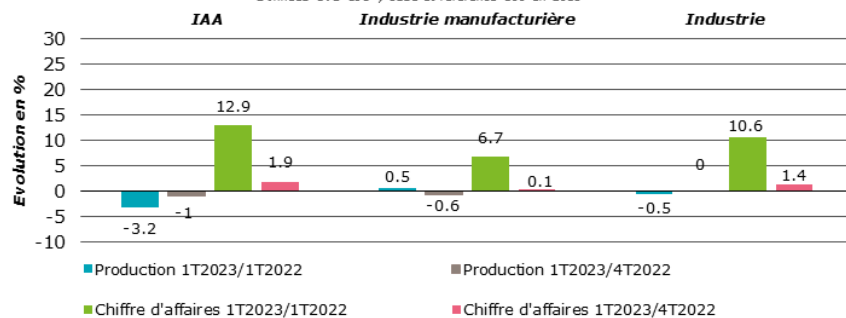
### La concurrence étrangère en porc

En Bretagne, la tendance baissière de l'activité observée depuis plusieurs années maintenant semble s'accélérer. Entre autres raisons, le début d'année 2023 a été marqué par des mouvements de grève liés à la réforme des retraites qui ont impacté le fonctionnement des entreprises.

Contrairement aux prévisions favorables formulées un mois plus tôt dans le cadre de l'enquête Banque de France, l'activité bretonne ralentit en avril dans les filières viandes de boucherie et produits laitiers. La filière viande subit toujours les prix élevés des matières premières pour s'approvisionner. Même si le prix du porc a baissé, il reste élevé et la concurrence est rude avec les marchés espagnols et allemands.

### La production des IAA françaises ralentit sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 tandis que le chiffre d'affaires continue de progresser

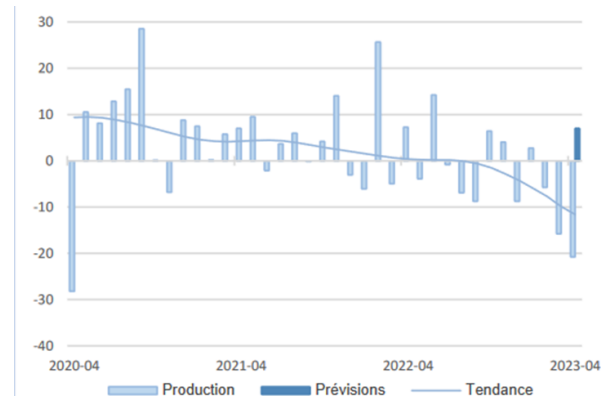
Indice de la production industrielle et du chiffre d'affaires, prévisions par les chefs d'entreprises de l'évolution annuelle en valeur de leurs dépenses d'investissement  
 Données CVS-CJO\*, base et référence 100 en 2015



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : Insee au 01/06/2023

### La baisse d'activité s'accélère pour les IAA bretonnes



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : Banque de France—Tendances régionales au 15/05/2023

# Les limites de la résistance ?

## 9 Exportations

Chambres d'agriculture de Bretagne. 1<sup>er</sup> trimestre 2023  
 Fin de rédaction 31 mai 2023. delphine.scheck@bretagne.chambagri.fr



**Toujours dopé par l'inflation, le courant d'affaires breton à l'export se maintient. Cependant, les volumes sont en chute, surtout pour les filières végétales.**

Le chiffre d'affaires de l'export breton connaît une hausse de 3 % sur ce 1<sup>er</sup> trimestre 2023 comparé à la même période 2022. Après une année 2022 qui a atteint des sommets records avec une progression du montant exporté de 15,5 % en un an, ce résultat modéré semble montrer un ralentissement de la dynamique.

Regardons côté volume. En 2022, l'export breton a diminué ses envois de 2,7 % en un an, avec un un point bas à -14 % sur le 3<sup>e</sup> trimestre 2022. Sur ce 1<sup>er</sup> trimestre 2023, la chute est beaucoup plus rude : -21 % de quantités exportées comparé au même trimestre 2022. Ce repli des volumes se ressent plus vers les pays de l'UE (-25%) que vers les pays tiers (-13%).

### Le végétal à la peine

Les céréales à elles-seules représentent presque la moitié de ce recul. Seuls les flux vers le Portugal continuent d'être significatifs, tandis que plusieurs pays ont quasiment stoppé leurs achats. Ainsi, les Pays-Bas voient leurs achats bretons de céréales diminuer de 42 000 tonnes, soit -97 % en un an. Encore une preuve s'il en fallait de la faiblesse des stocks suite à la sécheresse de l'été 2022.

Pour les mêmes raisons, les filières légumières accusent aussi le coup avec une baisse de 21 000 tonnes des envois sur ce 1<sup>er</sup> trimestre 2023, soit un volume total amputé d'un tiers en un an. L'Allemagne, la Pologne, et la République tchèque affichent les plus fortes baisses. En revanche, le Royaume-Uni est dans une dynamique favorable et redevient le premier client des légumes bretons.

### Le Royaume-Uni en pénurie

Le pays est frappé par une vague de pénuries de certains fruits et légumes. Un rationnement des quantités distribuées est mis en place. Cela s'explique notamment par les conditions climatiques et la hausse du prix de l'énergie, mais pas seulement. Le manque de main d'œuvre consécutif au Brexit a engendré de nombreuses récoltes non ramassées en 2022.

Le Royaume-Uni est donc aux achats pour pallier la pénurie. La Bretagne répond à la demande en améliorant la valorisation de ses produits : des envois en hausse de 66 % en volume pour une augmentation de 115 % de la valeur sur ce 1<sup>er</sup> trimestre 2023 comparé à la même période 2022.

### Des tonnages exportés en baisse

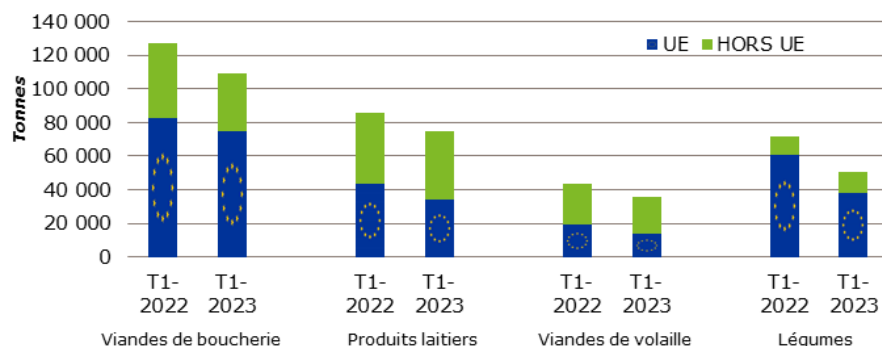
Les exportations bretonnes de viandes de boucherie progressent de 5 % en

valeur sur ce 1<sup>er</sup> trimestre 2023 comparé au même trimestre 2022, mais encaissent une baisse des volumes de 14 %. C'est près de 20 000 tonnes en moins. Cette évolution est imputable pour moitié aux pays asiatiques, Chine, Philippines et Japon en tête. Espérons que la visite d'Emmanuel Macron en Chine en avril dernier puisse inverser la tendance : un potentiel de 10 % d'export supplémentaire a été annoncé avec de nouveaux agréments.

Impactées par les conséquences de l'influenza aviaire, les exportations de viande de volailles sont en baisse, en volume comme en valeur.

Les produits laitiers s'exportent moins bien sur ce trimestre : -13 % en volume sur un an. Le phénomène est accentué sur le marché communautaire avec des envois en recul de 22 %. Les Pays-Bas et l'Allemagne baissent de plus d'un quart leur approvisionnement breton.

**Chute des volumes exportés par l'agroalimentaire breton sur ce premier trimestre 2023**



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : Douanes au 12/05/2023

**L'Italie et l'Espagne au coude à coude pour la place de première destination de l'export breton**

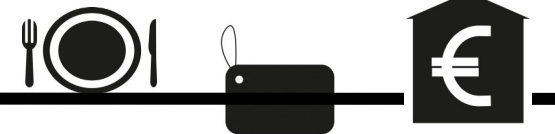
	Valeur des exportations (en millions d'euros)	Evolution dans le palmarès (T1-2023 vs T1-2022)
1- Italie	140.3	+1place
2- Espagne	140.3	-1place
3- Chine	116.9	+1place
4- Belgique	111.6	+1place
5- Royaume-Uni	96.3	+2 places

Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : Douanes au 12/05/2023

# Inflation : vers une baisse à marche forcée ?

## 10 Consommation - Distribution



Chambres d'agriculture de Bretagne. 1<sup>er</sup> trimestre 2023  
Fin de rédaction 24 mai 2023. maelie.tredan@bretagne.chambagri.fr

**L'inflation continuait sa progression en avril, atteignant +19,1 % sur deux ans sur les produits de grande consommation. Une hausse suffisamment significative que la descente en gamme ne suffit plus à compenser. Plus que jamais, la grande distribution cherche à réduire les prix.**

En 2023, ce ne sont plus les prix de l'énergie, mais ceux de l'alimentation qui tirent l'inflation globale vers le haut. D'après l'INSEE, l'alimentation contribuait en avril 2023 à hauteur de 40 % à l'inflation, alors qu'elle ne représente que 16 % du panier moyen de consommation. Bien que la baisse des coûts des matières premières annonce un rééquilibrage, il faudra s'armer de patience : les prix agricoles à la production ont commencé à diminuer, mais restent nettement au-dessus de leur niveau d'avant le début de l'inflation. Quant au prix à la production des industries agroalimen-

taires, ils ne présentent pas encore d'inflexion significative.

Sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2023, les volumes des Produits de Grande Consommation et Frais Libre Service (PGC-FLS) ont chuté de 4,8 % par rapport à la même période en 2022. En avril, la baisse a légèrement ralenti (-3,5 %). Une tendance baissière qui fait revenir les volumes à leur niveau de 2019. Avec l'inflation les chiffres d'affaires continuent d'augmenter : +11,6 % en avril par rapport à l'année précédente, contre -3,5 % en volumes sur les PGC-FLS.

Pourtant la baisse de l'offre se poursuit : le déréférencement, démarré il y a désormais plus d'un an, s'applique aussi bien aux MDD qu'aux marques nationales, épargnant les premiers prix, plus attractifs (+9,7 % de ventes en volume sur un an, contre -0,3 % sur les MDD et -7,2 % sur les marques nationales). Un mécanisme qui contribue bien entendu à la baisse

de consommation en volume.

### Le gouvernement pousse à la baisse des prix

Désormais transformé en semestre, le trimestre anti-inflation a été lancé le 15 mars dernier pour contrer les hausses des prix issues des négociations commerciales annuelles. Il est suivi par toutes les enseignes excepté Leclerc (qui promettait déjà les prix les moins chers). Objectif : baisser le prix de 13 % sur une sélection de produits choisis par les enseignes.

Globalement, ce chiffre annoncé est à relativiser : impossible d'en vérifier la véracité auprès de chaque enseigne. Mais d'après Olivier Dauvers, l'opération a tout de même permis de diminuer les prix de l'ordre de 5 à 7 %, les distributeurs ayant rogné sur leur marge pour atteindre ce résultat. Pour l'heure, difficile d'en évaluer l'impact sur l'attitude des consommateurs.

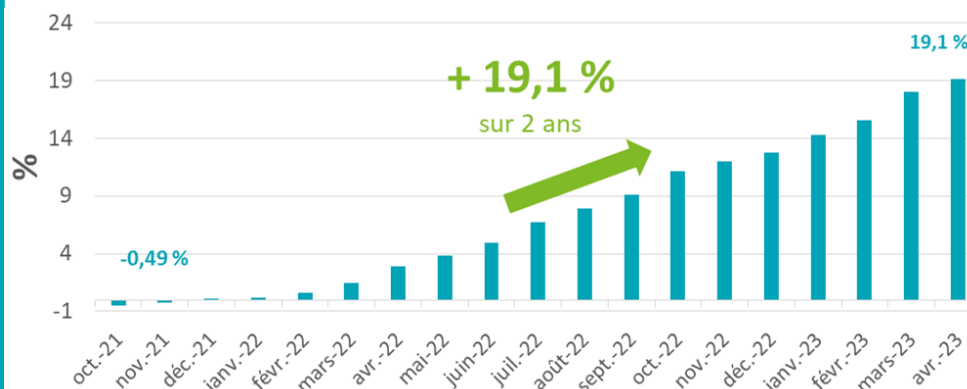
Par ailleurs, la réouverture des négociations commerciales demandée par Bercy mi-mai pourrait encore changer la donne.

### Le bio toujours en difficulté

Les volumes semblent cesser de baisser en avril : alors qu'ils étaient constamment en diminution ces derniers mois sur un an, ils affichent pour la première fois une stabilité.

Mais les produits demeurent pénalisés par les arbitrages des consommateurs dans ce contexte inflationniste. L'offre de bio en magasin non spécialisé demeurait au premier trimestre, malgré une réduction 12,3 % sur un an, deux fois plus importante que le chiffre d'affaires. Un argument qui conforte les enseignes dans leur stratégie de déréférencement. Les marques de distributeurs sont les seules à voir leur CA progresser en bio (+2,7 % en avril sur un an). Un résultat à relativiser du fait de l'inflation.

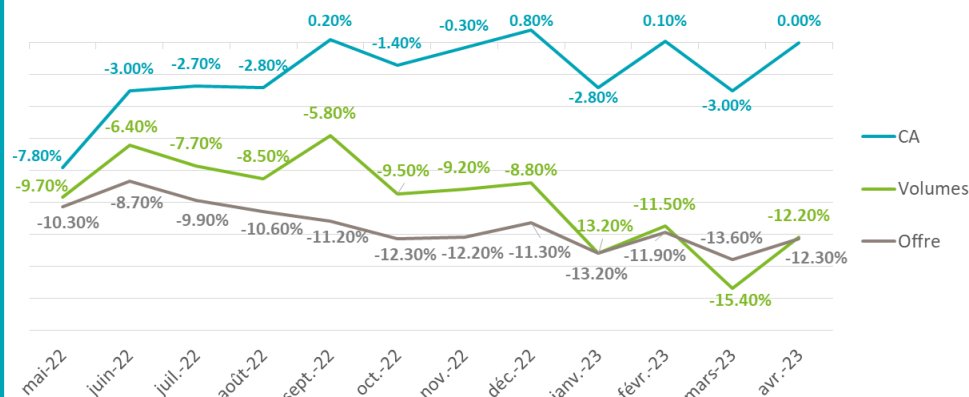
Evolution de l'inflation sur 2 ans pour les PGC-FLS



Chambres d'agriculture de Bretagne 24/05/23

Source : IRI-Circana Liquid Data, avril 2023, tous circuits

Evolution des ventes et de l'offre bio (mois 2023 vs même mois 2022)



Chambres d'agriculture de Bretagne 24/05/23

Source : IRI-Circana Liquid Data, avril 2023, GSA

# En complément

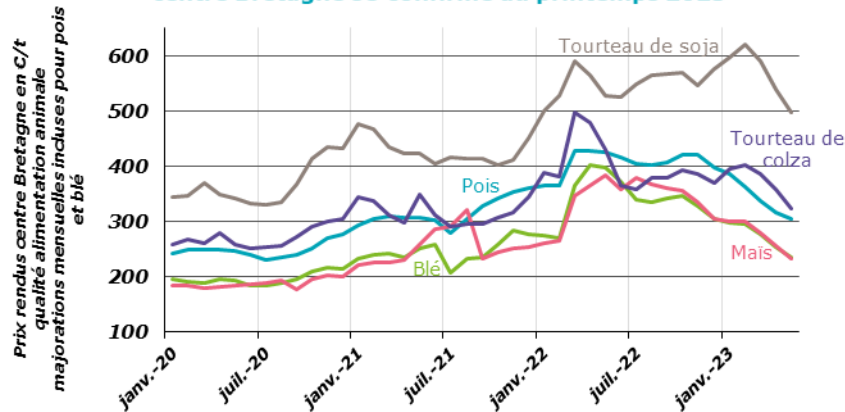


## Graphiques en lien avec l'alimentation animale

En complément des pages de conjoncture des productions animales (porc, lait, bovin et volailles), retrouvez des données sous la forme de graphiques pour mieux appréhender la situation conjoncturelle des filières agricoles et agroalimentaires bretonnes sur ce trimestre.

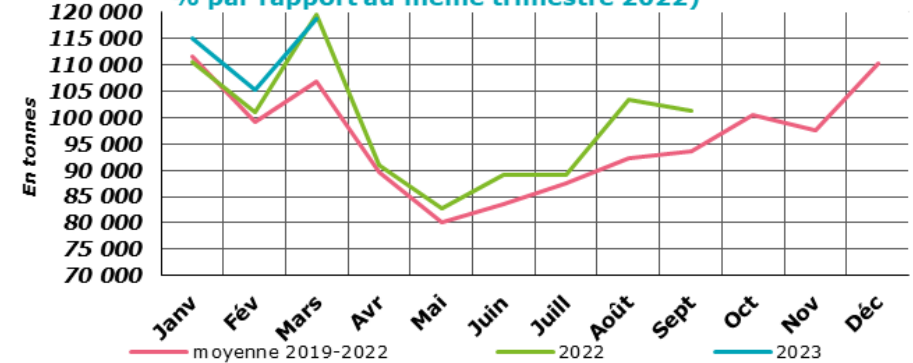


**La détente des prix des matières premières rendus centre Bretagne se confirme au printemps 2023**



Chambres d'agriculture de Bretagne

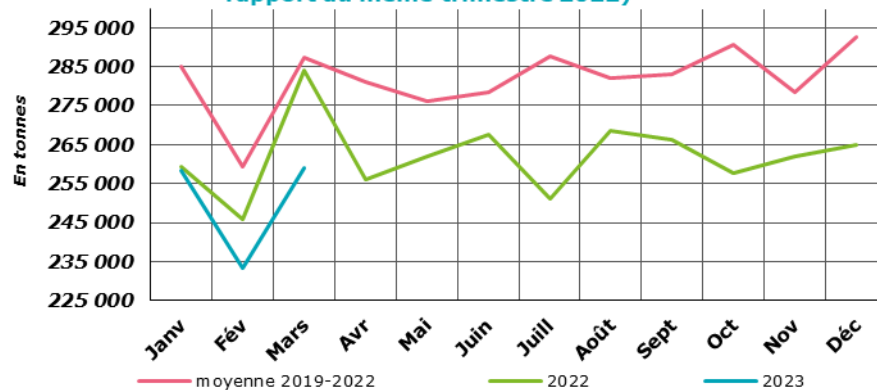
**La progression des fabrications bretonnes d'aliments pour bovins continue au premier trimestre 2023 (+2,5 % par rapport au même trimestre 2022)**



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : La Coopération agricole Nutrition Animale et SNIA au 02/06/2023

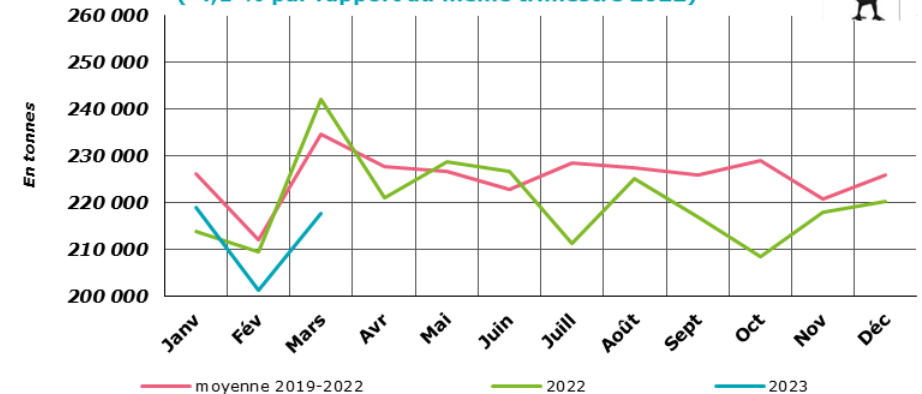
**Les fabrications bretonnes d'aliments pour porcins continuent de se replier (-4,9 % au premier trimestre par rapport au même trimestre 2022)**



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : La Coopération agricole Nutrition Animale et SNIA au 02/06/2023

**La chute des fabrications bretonnes d'aliments pour les volailles se poursuit au premier trimestre 2023 (-4,1 % par rapport au même trimestre 2022)**



Chambres d'agriculture de Bretagne

Source : La Coopération agricole Nutrition Animale et SNIA au 02/06/2023

# Définitions



Sources :  
Ifip, Insee, Snia  
Coop de France Nutrition animale, Itavi.

## Quelques indicateurs utilisés en alimentation animale

### Indice Itavi :

Indice « coût matières premières » dans l'aliment des volailles (poulet, poulet label, dinde, pintade, poule pondeuse, canard) et des lapins dont le calcul repose sur une formulation au moindre coût. Il tient compte du coût de la matière première et de ses coûts de transport pour un rendu dans une usine fictive située en centre Bretagne, mais pas du prémix, ni des coûts de fabrication de l'aliment, ni des coûts commerciaux des fabricants, ni des coûts de transport des aliments composés de l'usine à l'élevage. La formulation au moindre coût consiste à sélectionner parmi une trentaine de matières premières disponibles, celles qui couvriront les besoins nutritionnels des animaux pour un coût minimum. Le coût d'une matière première est établi selon les cotations hebdomadaires ou mensuelles, lissées à partir des valeurs des 3 derniers mois connus afin de simuler un effet de couverture. La base de calcul de cet indice correspond à janvier 2006 (indice 100).

### Aliment Ifip :

Prix de l'aliment « porc à l'engrais en croissance », il reflète un prix moyen mensuel et est basé sur les informations observées en GTE, collectées tous les six mois. Pour les mois les plus récents, tant que ces valeurs ne sont pas disponibles, des valeurs provisoires sont établies. Jusqu'à présent, ces valeurs provisoires étaient obtenues à partir d'un coût matières premières optimisé et lissé sur six mois. Désormais, ces valeurs provisoires du prix de l'aliment IFIP sont calculées en fonction de l'évolution de l'indice IPAMPA porc croissance/finition, élaboré par l'INSEE à partir d'une enquête mensuelle auprès des fabricants d'aliments du bétail (FAB). Cet indicateur est libellé en €/t.

**Sources :** Ifip, Insee, Snia (Syndicat national de l'industrie de la nutrition animale) et Coop de France Nutrition animale, Itavi, IDELE (Institut de l'élevage).

### Ipampa (Insee-SCEES):

L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) permet de suivre l'évolution des prix des biens et des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole (dont les aliments pour animaux). Il est calculé à partir des résultats de l'enquête IPCI (prix des consommations intermédiaires). Ces prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations et sont spécifiques à chaque espèce. L'Ipampa est provisoire pendant une période de 6 mois. Cet indice est édité depuis mai 1997 et a succédé à l'Ippinea (indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles). L'Ipampa est un indice harmonisé avec ceux des autres pays membres de l'Union européenne. La base de calcul de cet indice correspond à 2010 (indice 100). L'Ipampa Aliments composés, reflète l'évolution des prix de vente sortie usine des aliments composés observés par le SSP.

### Ipampa lait de vache :

Indice qui reflète l'évolution du prix des charges des élevages laitiers français. Il s'agit d'un indice en base 2010 calculé par IDELE (Institut de l'élevage) à partir de 12 indices IPAMPA de l'INSEE. Les 12 IPAMPA retenus correspondent aux principaux postes de charges d'un élevage laitier. Des coefficients de pondération issus du Réseau d'Information Comptable Agricole et des exploitations des Réseaux d'Élevage leur sont appliqués. Un certain nombre de charges telles que les travaux pour cultures, les travaux pour élevage, les fermages, les impôts et taxes, les frais de personnel, les charges sociales et les frais financiers ne sont pas intégrés.